

# **Quelle voie de dépassement du capitalisme ?**

**Michel Cabannes**

L'idée d'un dépassement du capitalisme paraît aujourd'hui saugrenue alors que ce système domine le monde dans sa quasi-totalité et s'oriente vers des formes brutales et décomplexées. Une formule est souvent reprise sans être discutée : « Il est plus facile d'imaginer la fin du monde que d'imaginer la fin du capitalisme » (Fredric Jameson).

Pourtant ce dépassement paraît toujours justifié en raison de la responsabilité du capitalisme dans les dégradations que nous vivons. Les réformes à entreprendre doivent donc logiquement aller au-delà des seules réformes du capitalisme.

Dès lors que c'est l'hégémonie du capitalisme qui génère ces détériorations, le dépassement doit signifier la fin de sa domination. La stratégie de réduction de la place du capitalisme doit éliminer le primat de la logique de l'accumulation du capital dans une économie plurielle.

Pour avoir des chances de réussite, le dépassement du capitalisme suppose des conditions qui influencent à la fois la société à promouvoir et le chemin pour y parvenir. Il doit s'opérer impérativement « par le bas » de la société et pas seulement « par le haut ». Il doit tenir compte des aspirations contemporaines, des enseignements de l'histoire et de la sauvegarde de la planète.

Les aspirations contemporaines concernent surtout l'émancipation des individus, la justice sociale et la sécurité économique. Cela implique la démocratie étendue à l'économie, le primat du politique sur le marché, une économie plurielle et de nouvelles priorités.

Les enseignements de l'histoire concernent l'émergence du capitalisme au sein de régime féodal et les échecs des régimes étatistes suite à des ruptures par « en haut ». Cela plaide pour l'impératif démocratique, une progressivité du dépassement et des actions à la fois « par le bas et « par le haut ».

La préservation de l'habitat de l'humanité suppose une rupture avec la domination du capital, le consumérisme et le productivisme, qui sont responsables de la dégradation écologique.

Nous allons voir successivement :

- Un dépassement toujours justifié (I)
- Un dépassement vers quelle alternative ? (II)
- Un dépassement par quel chemin ? (III)

## **I. Un dépassement toujours justifié**

### **Un dépassement décrédibilisé**

L'anticapitalisme est marginalisé comme force politique. Les gauches de gouvernement se sont adaptées au capitalisme néolibéral sous la forme du social-libéralisme. Les tentatives plus ambitieuses (gauche en France en 1981, Syriza en Grèce en 2015) ont vite été interrompues. La gauche critique dénonce le plus aisément l'austérité (cf. la création des Économistes Atterrés après la crise de 2008). Ce reflux résulte surtout de l'échec des régimes étatistes, de la résilience du capitalisme et du consentement accru au capitalisme.

### *L'échec des régimes étatistes*

Les régimes à direction communiste, même s'ils ont obtenu des progrès pour l'éducation et la santé, constituent un anti-modèle démocratique et un échec économique. Le régime communiste soviétique a échoué dans son objectif de rattrapage économique (faiblesse de la productivité et de la consommation) jusqu'à son effondrement sous la pression populaire. Le régime communiste chinois, qui avait établi un système économique coercitif sous Mao Tsé Toung, a changé de cap avec Deng Xiao Ping pour passer à un capitalisme d'Etat conciliant le dirigisme et l'ouverture à la mondialisation.

### *La résilience du capitalisme*

Le capitalisme a surmonté les nombreuses crises qu'il a subies. La crise des années 1930 a conduit au passage du capitalisme libéral au capitalisme fordiste. La crise des années 1970 a suscité le passage au capitalisme néolibéral (libéralisation, mondialisation, financiarisation). La crise de 2008 a conduit les États à secourir les banques sans changement de forme du système.

Surtout, le capitalisme est devenu hégémonique dans le monde depuis les années 1990, du fait de son extension dans les pays du Sud anciennement colonisés et dans les anciens pays à direction communiste.

### *Le consentement au capitalisme*

La domination idéologique de la bourgeoisie, à travers le contrôle des médias et divers canaux de diffusion de ses idées, contribue à l'acceptation de l'ordre économique et social par les autres classes sociales (G. Mauger, 2025).

Le consumérisme lié à la marchandisation crée une sujétion qui inhibe la volonté de changement. « Le système est cruel, injuste, agité, mais il fournit vraiment des biens, et, que le diable l'emporte, ce sont des biens qu'on veut » (J. Robinson, citée par D. Clerc, 2017). L'individualisme, lié à la compétition généralisée, au culte de la performance, à l'injonction de suivre son intérêt, nuit à la solidarité et aux actions collectives.

La fragmentation sociale, la diversification du salariat, l'individualisation du travail et la stratification éducative, réduisent les mobilisations collectives.

Enfin, le « nouvel esprit de capitalisme » promet une émancipation et incite chacun à être « entrepreneur de lui-même », récupérant ainsi la « critique artiste » des années 1960-1970 (L. Boltanski, E. Chiapello, 1999).

Dès lors, les mécontentements sociaux qui sont importants peuvent être souvent détournés de la critique du capitalisme vers le soutien aux populismes de droite et d'extrême droite.

### **Un dépassement nécessaire**

Le dépassement du capitalisme est justifié par sa responsabilité dans des régressions destructrices de la société et de son cadre de vie. Les critiques du néolibéralisme et du capitalisme, loin de s'opposer, se recoupent largement, car le néolibéralisme ne fait que renforcer l'hégémonie du capitalisme sur l'économie et la société. Le passage du capitalisme de compromis au capitalisme néolibéral a engrainé la relance des dégradations sociales, l'accélération des dégradations sociétales et la poursuite des dégradations écologiques.

### *La régression sociale relancée*

Le capitalisme néolibéral connaît une crise structurelle incluant une diminution des gains de la productivité du travail. Il parvient à préserver la rentabilité du capital au détriment de l'économie et de la société, grâce au soutien de l'État, au redéploiement de l'économie et à la dégradation des conditions sociales. Loin de signifier la fin de l'État comme acteur économique, il implique le recul de l'État social au profit de l'État du capital, soucieux de soutenir la rentabilité et la compétitivité (J-M. Harribey, 2021).

La mondialisation, la financiarisation et les réformes du marché du travail ont pesé considérablement sur le rapport des forces au détriment des salariés. Cela a conduit à la baisse de la part des salaires dans la valeur ajoutée dans les pays industrialisés à partir du début des années 1980, mais aussi à la montée de la précarité et de la pauvreté.

Les inégalités de revenu, poussées par la financiarisation, ont cru depuis 1980 dans la plupart des pays développés, surtout aux États-Unis et au Royaume-Uni, alors qu'elles avaient diminué lors des trois décennies précédentes. Les diverses rentes ont prospéré et les inégalités de patrimoine ont explosé, créant les conditions d'un retour à un capitalisme patrimonial parasitaire.

### *La régression sociétale accélérée*

Le capitalisme conduit à une régression anthropologique. Il met en cause des valeurs héritées de l'histoire (« noyées dans les eaux glacées du calcul égoïste » selon K. Marx). La marchandisation a envahi des pans entiers de la vie humaine, le travail, la consommation y compris la culture et les loisirs. Le consumérisme réduit les aspirations aux conditions matérielles immédiates. La compétition et les inégalités valorisent l'intérêt individuel au détriment du collectif, conduisent au repli sur soi, au reflux des solidarités et de la capacité de vivre ensemble avec parfois l'émergence d'un certain mal de vivre.

Le capitalisme néolibéral contribue aussi à une régression politique. Les politiques pro-capital, contraintes et souvent similaires entre la droite et la gauche, provoquent l'essor du populisme, la défiance envers la politique et parfois envers la démocratie. Il favorise les replis identitaires, nationaux, ethniques et religieux, avec des effets politiques désastreux. Il contribue à de nouvelles tendances impérialistes au niveau international.

### *La régression écologique poursuivie*

La responsabilité de la dynamique d'accumulation du capital dans la dégradation écologique fonde le concept de capitalocène (A. Malm, 2017 ; A. Campagne, 2017 ; J-M. Harribey, 2024). La logique du capital ignore les frontières écologiques faute de signaux économiques. « Le capitalisme a produit un type anthropologique qui, centré sur l'appât du gain et la maximisation de la consommation, oublie les frontières écologiques » (A. Potier, 2017). Elle gaspille les biens environnementaux gratuits (air, biodiversité) et les biens sous-évalués par le marché (énergies fossiles). Elle pousse à l'extension des marchés, au consumérisme et à la croissance de la production au détriment de la baisse du temps de travail.

Le capitalisme historique produit la surexploitation, la destruction et la privatisation de biens naturels communs (terre, forêts, eau, énergie, pôles) par de multiples dégradations (gaz de schiste, forages profonds, méga-barrages, semences privatisées, déforestation, accaparement des terres, etc.).

On ne peut compter sur un « capitalisme vert » qui signifie une privatisation croissante des biens communs. L'originalité de la « finance verte » s'est révélée illusoire. Les banques continuent à financer les énergies fossiles du fait de leur rentabilité en contradiction avec les objectifs climatiques internationaux.

Le capitalisme est inapte aux défis actuels. « Sa dynamique repose sur l'intérêt personnel, la concurrence et l'envie, alors que notre défi est de parvenir à construire ou fortifier des biens communs sur lesquels toute la société s'appuie. Le capitalisme au fond est inadapté aux temps qui viennent » (D. Clerc, 2019).

## **II. Un dépassement vers quelle alternative ?**

Le dépassement du capitalisme doit mettre fin à sa domination en établissant la démocratie économique, le primat des choix collectifs sur le marché dans une nouvelle économie plurielle pour la réalisation des priorités écosocialistes.

### **La démocratie économique**

#### *Le fondement du socialisme démocratique*

Le socialisme correspond essentiellement à la démocratie économique. Toute personne doit avoir un accès relativement égal aux moyens nécessaires pour participer de façon significative aux décisions qui affectent sa vie. Dans le socialisme, le pouvoir social doit contrôler l'allocation et l'utilisation des ressources ; les institutions contrôlant l'investissement, la production et la répartition doivent permettre aux individus de décider collectivement de ce qu'ils veulent faire.

L'impératif de la démocratie économique a l'avantage de prendre en compte deux éléments importants : l'aspiration contemporaine à l'émancipation des individus et l'échec historique des régimes étatistes. Mais c'est une voie difficile car elle implique de ne pas décevoir, d'obtenir un soutien permanent de la population, ce qui suppose la réussite de la politique économique.

#### *Les institutions démocratiques*

La planification est le dispositif institutionnel clé de la démocratie économique. Son élaboration doit être démocratique pour une raison de principe. Cela permet aussi l'acceptation des priorités retenues et l'efficacité de la mise en œuvre. Elle doit être décentralisée pour la participation des populations des territoires. L'architecture des institutions économiques doit évoluer en fonction de l'expérimentation et de la délibération démocratique. La démocratie doit aussi impérativement pénétrer dans la gestion de toutes les entreprises.

### **Le primat de la société sur le marché**

#### *Le marché subordonné à la société*

Le marché est nécessaire et survivra au capitalisme : il assure une influence des consommateurs sur les biens produits, favorise l'efficacité de la production et correspond à l'individualisation des besoins. La marginalisation du marché est d'ailleurs une des causes de l'échec des régimes étatistes.

Mais le marché doit être subordonné aux choix politiques du pouvoir démocratique. "C'est à la société d'orienter le fonctionnement des marchés et non aux marchés de déterminer comment doit fonctionner la société" (G. Roustang 1998). La planification, démocratique dans son élaboration, doit donc être ferme dans son application pour faire respecter le primat des grands choix collectifs sur ceux du marché (C. Durand et R. Keucheyan, 2024).

### *Des politiques publiques fortes*

L'ampleur des interventions publiques doit être d'autant plus forte que les objectifs politiques s'écartent de l'allocation des ressources par le marché.

Des politiques monétaires, financières et fiscales sélectives et des politiques budgétaires actives doivent orienter la production et la consommation. La fiscalité doit servir à plafonner les inégalités de revenu et de richesse. Des mesures administratives (quotas et interdictions) peuvent être nécessaires.

Pour que le marché mondial n'empêche pas la réalisation des objectifs, un contrôle des flux externes de biens et de capitaux peut s'imposer, sauf si on parvient à une coordination des politiques de pays visant les mêmes objectifs.

### **Une nouvelle économie plurielle**

#### *Une économie plurielle émancipée du capitalisme*

L'économie devra comprendre plusieurs secteurs coexistant sans domination du capitalisme. L'économie englobera des piliers échappant à la logique du capital : public, coopératif et associatif, avec un secteur d'activités bénévoles. Le secteur capitaliste subsistera, minoritaire et encadré par des normes écologiques et sociales, ainsi qu'un secteur artisanal, indépendant et libéral (J. Gadrey, 2020).

Une économie plurielle sans hégémonie capitaliste présente deux avantages. D'une part, le pluralisme, qui évite une rupture radicale, doit permettre un soutien plus important de la population. D'autre part, la place réduite du capitalisme doit autoriser la maîtrise de l'économie et limiter les effets nocifs de l'accumulation capitaliste sur l'économie et la société.

#### *L'économie sociale et solidaire (ESS)*

L'ESS devra occuper une place bien plus grande qu'aujourd'hui. C'est une pièce essentielle de la démocratie économique, car elle est régie par des principes démocratiques. Les communs désignent des activités et des ressources gérées par une communauté qui établit démocratiquement des règles de partage équitables des tâches et des produits au niveau local ou au niveau global. Ils sont parfois perçus comme des germes d'une révolution économique et politique (P. Dardot et Ch. Laval, 2014). Mais l'intérêt commun de ceux qui adhèrent à une association ou un projet collectif est distinct de l'intérêt général.

#### *L'économie publique*

L'économie publique, qui relève de l'intérêt général, devra occuper une place plus importante qu'aujourd'hui. Sa gestion devra être démocratisée et éviter la bureaucratisation. Les entreprises publiques devront concerner les activités stratégiques, notamment au plan industriel et énergétique. Les activités non marchandes, dont l'éducation, les services de soin et des infrastructures de transport auront un rôle majeur. Les banques publiques devront être gérées comme des services publics au service des priorités de la société.

### **Les grandes priorités**

#### *Les priorités écosocialistes*

L'égalité et la solidarité sont les valeurs de base de l'histoire du mouvement social. L'égalité implique que toutes les personnes doivent avoir un accès aux moyens matériels et

sociaux pour une vie épanouie. La solidarité doit primer sur la compétition dans les rapports sociaux.

La priorité écologique pluridimensionnelle (climat, biodiversité, pollutions, etc.) est incontournable. L'action climatique doit inclure un aspect réglementaire, une reprise en main de la finance, la fin de la gouvernance actionnariale, un fort contenu social et un certain protectionnisme (O. Passet, 2024).

La priorité sociale et écologique implique une sélection des besoins axée sur la sobriété. « Il faut satisfaire les besoins essentiels à moindre coût en termes de pollution et d'émission de gaz à effet de serre » (H. Sterdyniak, 2020). Du côté de la répartition, cela suppose une forte réduction de la hiérarchie des revenus.

Le choix des besoins essentiels pour tous correspond aux enjeux de la période. Tout cela devrait rejoindre les attentes d'une majorité de la population qui est hostile aux inégalités indécentes, mais cela devrait susciter l'opposition des milieux aisés les plus attachés à leur mode de vie.

### *Les tensions potentielles*

Les choix démocratiques des citoyens peuvent diverger des priorités éco-socialistes. Pour résorber ce fossé, il n'y a pas de solution technique. Pour éviter qu'il se produise, il faut auparavant un travail persévérant d'érosion des idées dominantes pour faire prévaloir un imaginaire alternatif à l'individualisme, au consumérisme et au productivisme.

Les choix démocratiques des citoyens peuvent aussi diverger de ceux des consommateurs sur le marché (ex. voitures électriques, isolation, etc.). Ce problème peut être résolu par les politiques économiques incitatives ou dissuasives pour assurer le primat des choix collectifs sans mettre en cause la liberté de choix des consommateurs.

## **III. Un dépassement par quel chemin ?**

L'idée d'évolution révolutionnaire chère à Jean Jaurès peut encore inspirer le monde contemporain. Erik O. Wright propose une stratégie d'érosion du système par la diffusion de germes de rapports sociaux alternatifs. On pourrait étendre l'érosion et la compléter par un nécessaire basculement organisationnel.

### **L'érosion du capitalisme selon Erik O. Wright**

#### *Le contenu du projet*

Erik O. Wright (2020) a le mérite de proposer une stratégie anticapitaliste pour le XXI<sup>e</sup> siècle contrairement à beaucoup d'autres qui y ont renoncé. Il préconise l'érosion du capitalisme au lieu d'une rupture. Par analogie avec l'écosystème, il propose d'« introduire les variétés les plus vigoureuses et émancipatrices de l'activité économique non capitaliste [...], favoriser leur développement en protégeant leurs niches et trouver les moyens d'étendre leurs habitats ». Des activités alternatives non capitalistes, égalitaires et démocratiques, venant de la base ou organisées par l'État, doivent s'étendre par le jeu des mobilisations de terrain et des actions institutionnelles, et finir par prédominer. Il faut associer « des stratégies par le bas, issues de la société civile, de résistance et de fuite, à des stratégies par le haut, mises en œuvre par l'État, de domestication et de démantèlement ». Il s'agit d'enraciner des germes de transformation non vulnérables aux cycles électoraux, tout en usant de ceux-ci pour changer les règles du jeu social.

### *Les avantages de l'érosion du capitalisme*

Cette stratégie vise le reflux de la domination du capitalisme en contraste avec la tendance à son renforcement dans le monde depuis plus de quarante ans.

Elle doit progresser en fonction de l'évolution de l'état d'esprit de la population dans la mesure où elle repose surtout sur des initiatives venant « d'en bas ».

Elle doit faire progresser la crédibilité des solutions collectives du fait de leur pratique et favoriser la diffusion de l'esprit de solidarité contre l'individualisme.

Elle présente l'intérêt stratégique de compter sur de plus nombreux soutiens du fait de son caractère a priori moins conflictuel que des stratégies de rupture.

Elle s'inspire d'un précédent historique : les pratiques capitalistes nées au sein du féodalisme ont progressivement érodé sa cohérence au point de le supplanter.

Elle s'écarte des révolutions du XX<sup>e</sup> siècle qui ont suscité des régressions : elles ont entraîné des rejets liés notamment aux conditions économiques et utilisé des moyens contraires à l'objectif d'émancipation.

### *Les limites de l'érosion du capitalisme*

L'érosion ne suffit pas à entraîner la subordination du capitalisme. Tant que le capitalisme est dominant, les progrès de l'érosion sont réversibles.

Ni l'économie sociale et solidaire, ni la cogestion des entreprises ne suffisent pour lutter efficacement contre la domination de la finance et des firmes multinationales sur l'économie, la politique et la société.

L'économie sociale et solidaire peut subir sous le capitalisme une dérive de sa gestion vers des normes privées et une instrumentalisation comme soin palliatif des dégâts de la concurrence et comme auxiliaire des politiques de l'État.

La cogestion des entreprises peut ne pas entamer la domination du capital. C'est le cas en Allemagne de la codétermination (la moitié des sièges du conseil de surveillance aux salariés des entreprises de plus de 2000 employés). Chez Volkswagen, elle n'a pas empêché le dieselgate, ni une gestion dans l'intérêt du capital. Des projets de partage de pouvoir peuvent être stoppés si celui du capital est atteint. En Suède, le projet Meidner de socialisation graduelle des firmes a été abandonné par les sociaux-démocrates devant l'opposition du patronat.

### **Un chemin pour le dépassement**

On peut combiner un refoulement progressif de l'influence du capitalisme sur les entreprises, l'économie et les esprits (une érosion élargie) et un basculement organisationnel permettant la maîtrise de la société sur l'économie.

### *Une érosion élargie du capitalisme*

- La promotion de l'économie sociale et solidaire.

« La grande force de l'ESS est sa défense du principe de solidarité, elle veille au maintien du lien social, mis à mal par des décennies de réformes néolibérales, et surtout elle propose d'étendre le projet démocratique à l'organisation de l'économie (...). Elle peut être demain le vecteur de changement social en réponse aux demandes des citoyens » (R. Boyer, 2023). L'ESS correspond à des attentes d'émancipation et préfigure une économie démocratique.

- La réduction du pouvoir du capital dans les entreprises privées.

L'extension de la démocratie sur les lieux de travail passe par les progrès du contrôle des salariés et la réduction du pouvoir actionnarial sur la gestion des firmes. Éroder le caractère capitaliste des entreprises capitalistes implique de réduire les droits de la propriété privée des moyens de production.

- L'inversion de la trajectoire des politiques néolibérales.

On doit défendre et renforcer l'État social au détriment de l'État du capital, à l'inverse des politiques néolibérales actuelles. Le changement de cap porte d'abord sur la préservation et l'amélioration de la protection sociale (retraites, assurance maladie, etc.) et des services publics, ce qui doit bénéficier du soutien d'une majorité de la population. Il porte aussi sur l'amélioration de la réglementation sociale (sécurité de l'emploi, salaire minimum, conditions de travail) et environnementale et l'arrêt des déréglementation généralisant la compétition dans des domaines à réorienter comme l'énergie.

- La promotion d'un imaginaire alternatif.

La réussite du dépassement du capitalisme est conditionnée par une mutation intellectuelle et morale qui ne peut être que progressive. Dans ce but, on doit lutter contre l'idéologie néolibérale et sa main mise sur les médias, relégitimer la solidarité, la coopération et l'action collective. On doit reprendre la critique de la marchandise, mettre en cause le consumérisme et le productivisme, rendre l'écossocialisme désirable et valoriser des modes de vie alternatifs.

#### *Un basculement organisationnel.*

La maîtrise de la société sur l'économie implique des mesures structurelles pour éliminer l'emprise de la logique du capital.

- La subordination de la finance.

Cela suppose un contrôle socialisé du crédit, la réorientation du financement bancaire, la création d'un pôle public bancaire et l'autonomisation des États par rapport aux marchés financiers. Cela suppose aussi de freiner les flux financiers internationaux en mettant des grains de sable dans les rouages de la finance. Il s'agit de supprimer l'emprise des marchés financiers sur la politique économique et sur la gestion des entreprises.

- Une planification démocratique.

L'institution d'une véritable planification doit s'accompagner d'outils efficaces de politique économique et de normes impératives pour faire prévaloir les priorités. L'autonomisation de l'État par rapport aux pressions du marché mondial nécessite de rompre avec le libre-échange, source de concurrence des territoires, de dumping social, fiscal et écologique.

- La minoration du secteur capitaliste.

On doit étendre le secteur public marchand et non marchand aux domaines clé de l'économie. On doit également favoriser et renforcer la spécificité de la gestion de l'économie sociale et solidaire. On doit enfin encadrer la gestion du secteur privé par des normes sociales et environnementales strictes.

- Les difficultés du basculement.

Le basculement devrait se heurter aux oppositions internes des milieux d'affaires et d'une partie de l'appareil d'État, et aux oppositions externes de l'Union européenne et des marchés financiers internationaux. Mais le processus précédent d'érosion du capitalisme peut aider à contenir ces pressions.

Cette stratégie vise à instaurer une complémentarité entre le refoulement progressif et le basculement organisationnel : le premier élément doit favoriser l'acceptation du second qui doit assurer la pérennité du premier. Toutefois, sa principale limite concerne l'échelonnement



temporel dès lors que le basculement vient en fin de processus alors que la dégradation écologique appelle un changement de cap rapide.

Au total, le succès d'un dépassement du capitalisme suppose des conditions qui sont loin d'être acquises. Surmonter les obstacles nécessite le maintien durable de l'unité de la coalition politique dirigeante et du soutien majoritaire de la population, ce qui implique a minima le succès des politiques et leur conformité aux engagements.

Plus fondamentalement, la réussite du dépassement doit dépendre de deux facteurs clé qui nécessitent l'un et l'autre le primat de la solidarité sur la rivalité.

Au plan individuel, elle serait facilitée si l'évolution des comportements conduisait à la domination de « l'homo benignus » (être humain capable de donner) sur *l'homo oeconomicus* et *l'homo hierarchicus* (Bernard Maris, 2016).

Au plan international, elle serait facilitée si plusieurs États solidaires coordonnaient leurs stratégies. Cela serait difficile au niveau européen mais plus aisément envisageable au niveau d'un sous-groupe d'États membres.

« Lorsque la vie de la planète est en jeu, c'est dans la solidarité et non dans la rivalité que réside la voie du salut commun » (R. Passet, 2015).

Michel Cabannes est économiste, Université de Bordeaux ; auteur notamment de *La gauche à l'épreuve du néolibéralisme*, Lormont, Le Bord de l'eau, 2015.

Ce texte est issu d'une contribution aux rencontres **d'Espace Marx Aquitaine** « Nouvelles pensées critiques et actualités de Marx pour de nouveaux horizons de civilisation » sur le thème « Révolution ! Vous avez dit révolution » du 3 au 7 décembre 2024 à l'Université de Bordeaux.

## Bibliographie

Baschet J., 2014, *Adieux au capitalisme. Autonomie, société du bien vivre et multiplicité des mondes*, La Découverte.

Boltansky L. et Chiapello E., 1999, *Le nouvel esprit du capitalisme*, Gallimard.

Boyer R., « Le futur est davantage piloté par les GAFAM que par l'Etat ou l'ESS » *Alternatives Economiques*, novembre 2023.

Campagne A., 2017, *Le capitalocène, Aux racines historiques du dérèglement climatique*, Paris, Éd. Divergences, 2017,

Clerc D., 2019, « Le capitalisme a-t-il un avenir ? » *Alternatives Economiques*, 5 septembre.

Clerc D., 2017, « Dépasser le capitalisme », *Sciences Humaines*, janvier.

Dardot P. et Laval Ch., 2014, *Commun, Essai sur la révolution du XXIème siècle*, La Découverte.

Durand C. et Keucheyan R., 2024, *Comment bifurquer. Les principes de la planification écologique*, Zones.

Gadrey J., 2020, « Pour contenir le réchauffement : refroidir le capitalisme », *Blog Alternatives Economiques*, 15 janvier.

Harribey J-M, 2021, *En finir avec le capitalovirus*, Dunod.

Harribey J-M, 2024, « [Le capitalocène : un concept utile mais disparate](#) », *Blog Alternatives économiques des Économistes atterrés*, 14 octobre.

Malm A., 2017, *L'anthropocène contre l'histoire, Le réchauffement climatique à l'heure du capital*, Paris, La Fabrique.

Maris B., 2016, *L'avenir du capitalisme*, Les Liens qui Libèrent.

Mauger G., 2025, « La domination bourgeoise dans la société française d'aujourd'hui », *AOC* 9 janvier.

Passet O., 2024, « La transition écologique sera autoritaire ou ne sera pas », *Xerfi*, 14 février.

Passet R., 2015, *Les grandes représentations du monde à travers l'histoire*, Actes Sud.,

Potier A., 2017, Le capitalisme est-il compatible avec les limites écologiques ? *Institut Veblen*, [www.veblen-institute.org](http://www.veblen-institute.org).

Potier A., 2017, « Capitalisme et écologie sont incompatibles », *Alternatives Economiques*, décembre.

Roustant G., 1998, « Remettre l'économie à sa place », *Alternatives Economiques*, juin.

Sterdyniak. H. 2020, « Après le coronavirus, quelques réflexions », *Les Economistes Atterrés*, juin.

Wright E.O, 2020, *Stratégies anticapitalistes pour le XXIème siècle*, La Découverte.

Wright E.O., 2017, *Utopies réelles*, La Découverte.